
PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM

P.K.L.S.

LA MONTAGNE DE PROMESSES ELECTORALES
N'ACCOUCHERA PAS

A NOUS DE NOUS
MOBILISER

POUR LIBERER
NOTRE PAYS



Femmes
Continuons la lutte

Haïti
Quel changement ?

Mars 61
Février 74

Lutte des classes

kréyòl...
ba tout moun

(suite page 2)

LA MONTAGNE DE PROMESSES ELECTORALES N'ACCOUCHERA PAS ! A NOUS DE NOUS MOBILISER POUR LIBERER NOTRE PAYS !

Depuis des mois l'attention des martiniquais a été appelée à force de propagande médiatique sur les élections municipales et cantonales et les soi-disant enjeux qu'elles présentaient.

Des clans se sont formés, des partis se sont déchirés, d'autres se sont scindés, des familles se sont divisées, des injures ont fusé, des menaces ont été proférées, des coups ont parfois été assenés, des rancunes ont surgi pour s'installer durablement. Tout cela pourquoi en définitive ? Pour des pacotilles, pour des clopinettes. Car enfin, la fièvre électorale est tombée, réfléchissons sérieusement.

Que pourra entreprendre tel candidat grand vainqueur de tel autre aux cantonales une fois installé au Conseil Général ? Il gèrera la construction ou l'entretien du réseau routier, fera fonctionner le système mais rien de plus.

Nous savons tous qu'aucun élu issu des scrutins des 11 et 18 mars ne dispose d'aucun pouvoir pour s'attaquer valablement aux grands problèmes qui détruisent notre pays, et notre peuple qui pêle-mêle ont pour nom : Chômage endémique, dilapidation des terres agricoles, sous développement, destruction de notre environnement, envahissement de notre pays, angoisse des jeunes sans perspective d'avenir, assistanat généralisé etc...

Tant d'investissement en temps, en énergie, en argent, en passion dans des batailles électorales qui ne débouchent sur rien, quelque soit le résultat, que tel ou tel ait gagné ou perdu un mandat électoral. Rien

de tout cela n'a strictement aucun intérêt. Puisque tous nos « zélus » n'ont absolument aucun pouvoir de décision pour répondre aux exigences qui nous assaillent.

Comment s'étonner dans de telles conditions qu'une grande partie de la jeunesse refuse de faire confiance à tous ces politiciens.

Face à une si grande démission de toute une classe politique incapable de faire évoluer la situation de notre pays sur la voie de la libération nationale au profit de notre peuple et en particulier de notre jeunesse, faut-il baisser les bras ?

Faut-il désespérer du combat politique ?

Faut-il renoncer à l'engagement politique ?

**Nous disons NON !
Mille fois NON !**

Il faut tourner le dos résolument à toute cette classe politique, à tous les acteurs des mascarades électorales qui ne font que nous endormir et nous démobiliser en nous entraînant sur ces voies sans issue que constituent les joutes électorales pour des strapontins. Ceux là ne font en réalité que contribuer à la pérennisation du système de domination coloniale de la France et de l'Europe sur notre pays.

Laissons les se chamailler pour accaparer les joujoux que leur lancent les colonialistes français et qui font leur grand bonheur.

La tâche des patriotes est autre : refuser à faire fonctionner le système et de contribuer à propager l'idée qu'il est susceptible d'être aménagé, d'être amélioré.

Pour notre salut il nous faut le détruire et non l'accommoder !

C'est à cette lutte de libération nationale et sociale qu'appelle le PKLS. Lutte multiforme et permanente,

- pour la préservation de l'emploi,
- pour la sauvegarde de notre patrimoine,
- pour la conservation de notre terroir agricole, et de nos richesses naturelles,
- pour l'identité de notre peuple et contre sa liquéfaction face aux menaces d'envahissement et de marginalisation de plus en plus pressantes,
- pour l'affirmation des droits de notre peuple de décider librement de son avenir et de conquérir son indépendance,
- pour l'épanouissement de notre jeunesse dans une Martinique martiniquaise, intégrée à une Caraïbe débarrassée de tous les impérialismes, de toute domination étrangère,
- pour la dignité, pour la vie.

C'est notre combat.

Ensemble, ensemble malgré les embûches nous le gagnerons !

Femmes et militantisme, la lutte doit continuer

A entendre certains propos, émanant notamment des hommes « les femmes ont tout obtenu ». « Elles ont pris l'ascendance sur les hommes : elles sont libérées, veulent vivre seules et maintenant elles veulent nous diriger ».

Qu'en est-il en réalité ?

Si effectivement les femmes ont obtenu, grâce à leurs luttes quelques résultats importants (droit à l'avortement, droit à la parité, accès à des filières jusque là réservées aux hommes, droit de vote ... il reste encore un long chemin à parcourir pour que l'homme et la femme soit sur le même plan d'égalité :

- inégalités dans les choix professionnels ; inégalités des salaires, inégalités des droits à la promotion, à la formation continue, inégalités face à la précarité et au chômage, inégalité dans le foyer, violences multiples...

En tant que parti révolutionnaire, le PKLS est interpellé par les difficultés que rencontrent les femmes pour militer.

La place des femmes au PKLS n'est pas indépendante de la place des femmes dans la société martiniquaise. Les modèles, déjà favorables aux hommes, ne présentent pas le militantisme comme un outil de libération.

Les charges familiales reposent pour l'essentiel sur les femmes : s'occuper des enfants, cuisine, tâches domestiques, etc.

Objectivement, compte tenu de ces charges dévolues à la femme, seul un petit nombre peut militer. Ce n'est pas simplement un problème de conscience. Il ne suffit pas de vouloir militer, il faut pouvoir le faire.

Dès l'enfance, l'école, l'éducation parentale, même quand elle est à la charge des femmes, inculquent des valeurs dont il est difficile de se libérer. Ce n'est pas un hasard que lorsque certaines militent, c'est dans des structures associatives assez « conformes » aux modèles appris : aides aux personnes âgées, réseaux d'aides dans les quartiers, structures caritatives.

Le regard porté sur les femmes est produit par le même système éducatif. On dit d'un homme qui milite activement ou prend la parole avec détermination que « sé an mal boug ». On trouve toutes sortes d'adjectif pour qualifier la femme militante et par là-même dévaloriser son engagement : hystérique, passionnée ... comme si ce sont ses sentiments seulement qui la poussent à agir et non sa tête. On dit même d'elle que « sé an mal fanm ». On trouve que ce n'est pas normal. « Elle n'a rien à faire chez elle, elle cherche un homme... »

Il n'est pas rare que dans un couple, même quand les convictions sont partagées, que ce soit l'homme qui milite. Et quand ce sont les deux qui militent, on dit souvent la femme de « un tel »...

Il faut tenir compte de tous ces facteurs si nous voulons que les femmes militent davantage et trouvent toute leur place au sein d'une organisation révolutionnaire comme le PKLS.

Il nous faut inventer et réaliser de nouvelles formes de militantisme mille fois évoquées mais rarement appliquées. Il nous faut trouver des modes de fonctionnement qui permettent à la femme d'être à la fois femme, travailleuse, mère, militante... si elles le désirent.

Cela passe aussi par notre participation et notre soutien à la lutte que mènent les femmes pour leur propre émancipation..

- ✓ Droit de vote des femmes en 1946 en France, 100 ans après l'institution du suffrage masculin !
- ✓ 1967: droit à la contraception
- ✓ 1974: droit à l'avortement
- ✓ 1980: reconnaissance du viol conjugal
- ✓ 2000: loi sur la parité à certaines élections
- ✓ dans le monde, 80% des pauvres et 67% des analphabètes sont des femmes.
- ✓ Les femmes représentent la moitié de la population et fournissent les deux tiers des heures de travail. Elles ne gagnent que le dixième du revenu mondial et possèdent moins d'un centième de la fortune mondiale.
- ✓ il y a, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 1600 femmes qui meurent des complications de la grossesse ou de l'accouchement... chaque jour !
- ✓ Huit pays ont une femme à leur tête
- ✓ Les femmes sont victimes de violences :
Victimes de violences domestiques, harcèlement sexuel au travail, mutilations génitales, prostitution et traite, lois discriminatoires, viols généralisés pendant les conflits...

Ce que sont les classes sociales

Dans les différents systèmes sociaux que l'humanité a connus après la communauté primitive, il existe des classes.

C'est ainsi que Marx a écrit :

« L'histoire de toute société passée est l'histoire de la lutte des classes »

L'analyse des classes ainsi que la description de leurs rapports sont un des grands apports de Marx et Engels à la connaissance de l'humanité.

Lénine a défini les classes ainsi :

« On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historique défini de production sociale, par leur rapport vis à vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail donc par les modes d'obtention et l'importance de la part des richesses

sociales dont ils disposent »

Dans la société capitaliste, les classes fondamentales sont la bourgeoisie et la classe ouvrière qui s'opposent en permanence dans une lutte de classes multiformes. Ces deux classes sont antagonistes et ont entre elles des rapports d'exploitation.

On voit qu'une classe n'est pas simplement une question de richesse mais surtout de rapport social. Autrement dit sa détermination est fonction de la place occupée par une catégorie socioprofessionnelle dans le processus économique.

Dans la société socialiste, les classes principales sont la classe ouvrière et la paysannerie qui sont des classes alliées. Il n'existe pas d'antagonisme de classes sous le socialisme. L'exploitation d'une classe par une autre n'existe pas.

Dans la société communiste,

l'homogénéité sociale amènera la disparition des classes.

En Martinique, pendant l'esclavage les deux classes essentielles sont celle des maîtres et celle des esclaves.

Aujourd'hui, outre la bourgeoisie et la classe ouvrière, il existe une « petite bourgeoisie » importante composée de couches intermédiaires diverses (professions libérales, artisans, commerçants, agriculteurs...) et un nombre important de chômeurs qui souvent n'ont jamais travaillé.

Ces couches peuvent être amenées à jouer un rôle important en union avec la classe ouvrière et l'ensemble des salariés pour la libération de notre patrie, pour l'émancipation sociale de notre Peuple.

▣ Pour consulter sur Internet

- des numéros de PATRIYOT
- des informations sur le PKLS, sur la Martinique...

allez visiter notre site

<http://site.voila.fr/pkls/>

▣ Pour nous écrire

pkls@moncourrier.com

PATRIYOT

Directeur de la publication : J. P. ETILE
Dépôt légal : avril 2001
P.K.L.S. - BP 1036
Fort-de-France CEDEX
Imprimerie FLAP

Sonjé Févwiyé 1974, Lonè ek respé pou yo

A partir des années 60, une grave crise secoue la filière canne.

Les usines ferment l'une après l'autre :
De 12 sucreries en 1962, on passe à 2 en 1974.
Des 62 rhumeries en 1962, il n'en reste plus que 20 en 1974.

Le chômage augmente considérablement. De 1967 à 1974, on dénombre 5000 chômeurs de plus. La banane remplace peu à peu la canne mais ne permet pas de résoudre les problèmes posés. Le secteur du bâtiment est touché de plein fouet aussi. De plus en plus les jeunes émigrent vers la France. A cette époque, la Martinique est touchée par une sécheresse importante.

La Martinique subit les conséquences de ce qu'on a appelé le choc pétrolier de 1973. Les pays producteurs de pétrole augmentent le prix du baril. Par ricochet et parce que les capitalistes veulent conserver leurs marges bénéficiaires, les prix flambent. L'inflation atteint les 20%. Le kilo de riz passe de 1F30 à 4F. Le prix de l'huile est doublé. Le bœuf, la morue, les transports... tout augmente, bien souvent dans de grandes proportions.

Les travailleurs vivent une situation marquée par la précarité, pas de règles (durée plus de 12h, toujours plus de travail), utilisation de produits toxiques, divisions entre les gens (kouli/nèg), pas de sécurité ni d'hygiène, salaires de misère pas de SMIC mais un SMAG à 29F55.

Tout cela a pour effet de provoquer un mécontentement

dans la population, et chez les travailleurs.

Entre fin 73 et début 74 les grèves et les manifestations vont se succéder :

- chez les camionneurs pour réclamer du travail
- dans le bâtiment pour revendiquer 22% d'augmentation
- dans les lycées contre l'augmentation des prix, notamment de l'internat
- dans les banques, chez les dockers, dans les hôpitaux...
- à la SPDEM (électricité) le 4 et 7 février

C'est donc dans ce contexte de misère, de mécontentement, de luttes, que va démarrer la grève des ouvriers agricoles .

La grève éclate le 17 janvier 1974 sur l'habitation Vivé au Lorrain puis Assier, Fond Brûlé ; Un comité de grève regroupant les 3 habitations est créé; plus tard, c'est la création du comité de grève des travailleurs Agricoles de la Martinique. Une plate-forme revendicative est élaborée en 11 points. La grève est marchante. Les travailleurs passent d'habitation en habitation pour informer et mobiliser leurs frères de misère.

Malgré la campagne de désinformation (France-Antilles, Préfet Orsetti, SICABAM, journal « la Vague » avec Claude RELOUZAT...), La mobilisation est importante. Environ 5000 personnes défilent à Fort-de-France.
- création de l'UPSOA (Union

Patriotique de Soutien avec les Ouvriers Agricoles).

- Grève générale CGT, CGT-FO, CFDT, FEN pour réclamer l'égalité sociale, l'égalité salariale.
- Le 13 février, les patrons proposent 32f au lieu des 35F46 réclamés.

Les travailleurs repartent pour expliquer habitation par habitation pourquoi il faut continuer à se battre. C'est alors que sur la route de Basse-Pointe, à l'habitation Chalvet que se produit le drame. Les ouvriers sont attaqués par 200 gendarmes en armes, appuyés par un hélicoptère. Ils encerclent les grévistes et leur tirent dessus. Manifestement, ils voulaient abattre des nègres. RÉNOR ILMANY, 55 ans est tué. Plusieurs de ses camarades sont grièvement blessés : GUY CRETINOIR, ROBERT CYRILLE, FRANÇOIS ROZAS ET HENRI RASTOCLE.

Le 16, pendant l'enterrement d'Ilmany on apprend la mort du jeune MARIE-LOUISE, retrouvé sur une plage non loin de la fusillade, dont le corps portait des traces de torture.

Le 19, signature d'un accord entre les patrons et la CGT : 35F50 pour 8h (mais le SMAG continue d'exister), paiement des heures supplémentaires, pas de licenciement. Malgré l'accord, la répression va continuer : licenciement, procès, interpellations, refus d'embaucher...

Février 74, une sombre page de la tragique histoire coloniale de notre patrie que nous devons faire connaître à nos enfants.

Pou sa matjé kréyòl

Adan chak liméwo jounal, nou ka mété dé mo kréyòl pou moun pé li tibwen lang nou.

Désewten ka kontan sa, men sa pa fasil pou yo li, pas yo pa ni labitid li kréyòl ek yo ka mandé nou mété adan jounal-la esplikasyon anlè ki mannyè fòk matjé ek li kréyòl.

Magré sa ki ja di ek fèt asou lang la, jik jòdi, ni ki ka di pani mannyè pou matjé kréyòl, ki chak moun ka fè an gou kò yo.

Sa ki vré, sé ki ni oliwon dis milyon moun ka palé kréyòl asou latè ek ni diféwan kalté kréyòl silon péyi-a. Fòk konpwann ki lang kréyòl fèt épi sa sé moun la ki té ka viv ansanm pòté. Kidonk, silon koté a, nou ka twouvé dé bagay diféwan.

Kontèl isi-a, ni sa sé blan fwansé pòté, sa sé nèg lafrik pòté, sa lé karayib ki té natif té ni, sa zendyen pòté, ek ni tibwen sa ki sòti dèt koté.

Adan dèt péyi ou ka twouvé sa sé blan anglé pòté la plas ta fwansé-a.

Sé moun ki étidyé lang la ek ki mennen dékatman asou sa i yé, rivé mété doubout larèl pou matjé kréyòl. An mannyè tala, menm mannyè tout moun ki ka palé kréyòl pé konpwann kò yo, lè yo ka palé, menm mannyè yo pé konpwann kò yo, lè yo ka matjé.

Men kréyòl sé an lang ki ka viv, kon tout lang i ka chanjé, i ka alé douvan, men si nou pa fè ayen bay, i ké fè dèyè.

Nou kay gadé wè pou adan chak liméwo, nou ba zot yonn dé esplikasyon pou matjé kréyòl.

Sa ki ja konnèt ké di sa pa entéwésan ba yo, mé sa pa janmen initil viré gadé sa ou ja konnet.

Pou fwa tala, nou ké ba zot dé twa kanman pou zòt pé wè tibwen pli klè.

An kréyòl, kon adan dèt lang, tout lèt ka palé, pa ni lèt ababa, kivedi lè nou ka palé nou ka di tout sé lèt la, kidonk lè nou ka matjé sé silon mannyè nou ka palé sa ki matjé ké pawet.

An kréyòl ni vwayèl ek konsòn.

Vwayèl sé : a (ababa), é (lélé), è (lèlè),
i (tifi), o (koko), ò (kòkòdò), ou (touloulou).

Ni osi dé vwayèl konpozé : an (ban), en (pen), on (pon), ui (uit).

Ni osi sa ki dimi vwayèl dimi konsòn : y (yoyo) (patriyòt) (radyo), h (hak).

Konsòn sé : b (bobo), d (dodo), f (foufoun), g (gaga),
j (joujou), k (koko), l (lolo), m (manman),
n (nannan), p (pipi), r (rara), s (sésé),
t (tantant), v (vonvon), w (welto), z (zannzolé),
ch (chacha).

Ni osi dé konsòn konpozé : dj (djok), tj (tjenbé), gn (bagn).

Fòk sonjé ki sé aksan-an ni potalans yo, pas kontèl : bobo sé pa bòbò, lélé sé pa lèlè.

HAITI, TOUJOURS SANS DEMOCRATIE !

Le 7 Février, Aristide a prêté serment en qualité de Président de la République d'Haïti.

Il faut rappeler qu'il avait déjà été élu Président en 1990 mais n'avait pu exercer complètement son mandat du fait du coup d'état de l'armée haïtienne mené par Raoul CEDRAS avec l'aide de la CIA.

Cette situation avait fait que le programme démocratique qui avait permis son élection n'a jamais été appliqué. Les USA avaient d'ailleurs conditionné son retour à Haïti par l'abandon de son programme.

En 1995, René PREVAL, un proche d'Aristide, avait été élu président lors d'élections peu suivies.

On pourrait donc croire qu'avec 10 ans de retard, Aristide va enfin pouvoir réaliser ses promesses. Ce n'est pas si simple car depuis 10 ans, la situation politique a changé.

L'unité des organisations populaires de 1990 n'existe plus. Plusieurs ont rejoint l'opposition et la propre organisation d'Aristide, l'Organisation Politique Lavalas (OPL) a connu une scission avec la création en 1998 de Fanmi Lavalas (FL) par les proches de l'ancien prêtre.

Le programme d'Aristide a changé. On ne parle plus de maintien de nationalisation ou de véritable réforme agraire mais beaucoup d'intervention du secteur privé. En réalité, sa base politique a changé. Il a fait un rapprochement avec la bourgeoisie haïtienne, mulâtre et noire. On retrouve aussi près de lui d'anciens militaires qui ont gardé, même avec la disparition de l'armée, un énorme poids dans des réseaux mafieux comme celui de la drogue. Ceci fait qu'on s'interroge sur l'implication de proches d'Aristide

dans des actions de violence comme l'assassinat de personnalités de l'opposition.

Mais Aristide n'est pas devenu un instrument de la bourgeoisie. Dans et autour de son parti, il existe encore des forces populaires démocratiques, comme TKL (Ti Komunoté Légliz).

Pour compliquer le tout, il faut aussi voir que l'Occident et en premier lieu, les USA (surtout après l'élection du républicain BUSH) manifestent une hostilité à Aristide et veulent lui imposer des réformes néo-libérales. Ainsi, la suspension de plusieurs millions de dollars par l'Union Européenne en est un exemple.

En outre, l'opposition à Aristide n'inspire guère confiance. Elle s'est regroupée dans Convergence Démocratique (CD) où on y retrouve l'OPL, des organisations liées à l'Internationale Socialiste mais aussi le parti des anciens macoutes. La base d'unité de ces 15 partis est de contester les élections de Mai et Novembre 2000 car elle accuse les « aristidiens » de s'être livrés à des fraudes. Pour les élections locales et législatives de Mai, la communauté internationale, particulièrement l'Organisation des Etats Américains (OEA) a considéré qu'au moins dix sénateurs avaient été irrégulièrement élus. Aristide dans une lettre aux USA a quasiment admis cette fraude.

Pour les élections présidentielles, la CD refuse de reconnaître leur validité en soutenant que le Comité Electoral n'était pas valablement constitué et que seuls 5% des électeurs haïtiens (au lieu des 60% annoncés officiellement) ont voté.

Ceci a fait qu'à la veille de l'investiture du 7 Février, sous la pression de la société civile (en fait un regroupement de patrons) et de

la communauté internationale (particulièrement les USA, l'UE et Saint Domingue), des négociations ont eu lieu entre FL et la CD. Aristide y a accepté de refaire les élections de Mai 2000 pour les 10 sénateurs contestés et constituer un gouvernement d'union. Les négociations ont échoué car CD voulait qu'Aristide n'accepte de ne gouverner que pendant 2 ans au lieu de 5 et qu'entre temps le premier ministre soit un opposant et que toutes les élections soient refaites. Devant cet échec, l'opposition a poussé plus loin la contestation puisqu'elle a décidé de désigner un Président Provisoire, Gérard GOURGUE qui a aussi prêté serment le 7 Février.

Depuis la situation est totalement bloquée. On peut redouter le pire car même si l'armée n'existe plus, il persiste en Haïti de nombreuses bandes armées et en novembre dernier des bombes ont explosé à Port au Prince, la Capitale. Cette situation peut aussi permettre le retour au premier plan des anciens partisans de Duvalier, Cedras et autres.

Le drame est que la situation du peuple haïtien perdure avec son cortège de misère, de malnutrition, de mortalité infantile élevée, de niveau d'espérance de vie très bas, de chômage, de domination de classes possédantes, d'inégalités sociales, de paysans sans terre ou sans moyens de cultiver. Ce peuple haïtien regarde le débat des politiciens comme si cela ne l'intéresse pas car il sait que ce n'est pas à leur niveau qu'il trouvera la solution à ces malheurs, mais dans sa propre mobilisation pour la démocratie.

Un peu plus d'un an après les émeutes de Décembre 1959 qui avaient fait 3 morts et de nombreux blessés à Fort de France, c'est au Lamentin que le 24 mars 1961, 3 Martiniquais sont tués et plus d'une vingtaine blessés par les balles des mitraillettes des forces de répression coloniale française.

Il faut rappeler que cette période était celle de la décolonisation surtout en Afrique où nombre de pays sous domination coloniale française accèdent à l'indépendance. C'est la période où courageusement, les Algériens luttent les armes à la main pour recouvrer leur souveraineté.

Le pouvoir colonial a peur que la Martinique aussi ne s'émancipe de cette tutelle coloniale. D'autant que la revendication nationale commence à s'exprimer ici et dans l'émigration.

Ainsi a-t-il pris l'ordonnance d'Octobre 1960 visant à museler ceux qu'il considère comme dangereux pour son système, qu'il va appliquer à DUFOND, GUITTEAUD, MAUVOIS, NICOLAS.

En Mars 61, les ouvriers agricoles étaient en grève pour réclamer des augmentations du salaire de misère qui leur était versé, ainsi que des améliorations des conditions de travail et de paiement des salaires.

Ce 24 Mars, comme à l'habitude les travailleurs se rassemblent au bourg du Lamentin, qui était à l'époque un centre important de culture de canne et de production de sucre. Ils allaient aussi d'habitation en habitation pour convaincre les ouvriers de suivre le mouvement de grève, ce que les autorités coloniales et les békés

essayaient d'empêcher. Durant la matinée les gendarmes arrêtent 3 responsables syndicaux qu'ils emmènent à Fort de France, les travailleurs restent mobilisés toute la journée réclamant la libération de leurs camarades.

Un des membres de la famille Aubéry, responsable de l'assassinat d'André ALIKER en 1934, détentrice de la majeure partie des plantations de canne du Lamentin, vient provoquer à plusieurs reprises les travailleurs là où ils sont rassemblés.

Arrive un moment où les grévistes réagissent. Se croyant menacé, Aubéry se réfugie dans une maison voisine. Les ouvriers prennent position devant la maison dénonçant l'arrogance béké et exigeant la libération de leurs camarades qui n'avaient commis aucun délit.

En début de soirée alors que les syndicalistes qui avaient été conduits à Fort de France étaient de retour vers le Lamentin, les gardes mobiles postés près de l'église, sans que rien ne le justifie, décident de tirer sur la foule formée essentiellement de personnes sortant de la prière du carême à l'église.

Tous ceux qui sont tombés ont été atteints de balles dans le dos car ils s'éloignaient de l'église pour rejoindre leur domicile. On compta 3 morts : MARIE-CALIXTE, LAURENCINE, VALIDE. Il s'agit d'un véritable massacre perpétré par ceux qui ne voulaient tolérer aucune résistance face à la féroce exploitation capitaliste exercée par les békés, aucune contestation du totalitarisme colonial en vigueur, qui voulaient faire peur à la population pour qu'elle ne revendique pas.

Dans le discours prononcé lors des obsèques des victimes, « sur trois tombes » Georges GRATIANT, maire communiste, fustigea le comportement des autorités coloniales, ainsi que la

férocité de la répression contre des ouvriers qui réclamaient du pain et à qui on a donné du plomb.

Pour ce discours, il a été poursuivi par le gouvernement français et frappé de suspension de ses fonctions par la justice coloniale à son service.

40 ans après, nous devons nous rappeler cet épisode de l'histoire du mouvement ouvrier, cette triste page de notre histoire, trop souvent cachée, ignorée, falsifiée dans l'intérêt du colonisateur.

Oui nous devons faire connaître à nos enfants ce que furent les luttes menées par les travailleurs, quelles sont les victimes de la violence coloniale toujours perpétrée dans notre pays.

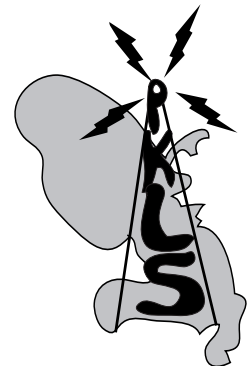
Tou lé jédi

8 tè - 10 zè oswè

PKLS ka bay lavwa

Asou

RFA 93.6 èk 105.9



Kouté pou tann,
Tann pou konpwann !